



**PRÉFET
DE LOT-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial
Mission Environnement
Unité bi-départementale de la DREAL Nouvelle-Aquitaine

Arrêté préfectoral n° 47-2022-10-07-00001

**portant mise en demeure au titre des Installations Classées pour la Protection de
l'Environnement à la Société Terres du sud pour ses installations de fabrication d'aliments
pour bétails et de stockage de céréales situées sur la commune de Sainte-Livrade-sur-Lot (47110)**

Le préfet de Lot-et-Garonne
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°47-216-11-03-002 du 3 novembre 2016 ;

Vu l'article 8.3.8 de l'arrêté d'autorisation du 3 novembre 2016 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 25/08/20 constatant l'absence de dispositifs d'aspiration sur la fosse 4 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement et le projet de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 août 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de remarques de l'exploitant à la transmission du rapport et projet de mise en demeure susvisé(s) ;

Considérant que lors de l'inspection du 12/08/2022, l'inspecteur de l'environnement a constaté le fait suivant : la fosse 4 n'a pas été équipée des dispositifs d'aspiration ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé :

- article 8.3.8: L'aire dite de chargement Bio ainsi que la fosse 4 Gamot1 sont équipées, avant la mise en service des nouvelles installations, respectivement d'un réseau d'aspiration à la chute du grain et d'une aspiration de fosse.

Considérant que ce manquement a été constaté lors de l'inspection effectuée en août 2020 et constituait un fait susceptible de suite ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCA Terres du Sud de respecter les prescriptions dispositions de l'article 8.3.8 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2016 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Lot-et-Garonne,

ARRETE

Article 1^{er} :

La SCA Terres du Sud exploitant une installation de fabrication d'aliment pour bétail sise rue des silos sur la commune de Sainte-Livrade-sur-Lot est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.3.8 de l'arrêté préfectoral du 3 novembre 2016 en mettant en œuvre les travaux suivants dans un délai fixé à compter de la notification du présent arrêté :

- de transmettre sous moins de 6 mois une étude définissant le programme de travaux d'installation de dispositifs d'aspiration sur la fosse 4 et de l'échéancier des travaux qui sera validé par l'inspection des installations classées ;
- de réaliser les travaux selon l'échéancier ;

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le présent arrêté sera notifié à la SCA Terres du Sud et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Lot-et-Garonne,
- Monsieur le Maire de la commune de Sainte-Livrade-sur-Lot,
- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Nouvelle-Aquitaine,
- Les inspecteurs de l'environnement en charge des installations classées.

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Agen, le **7 OCT. 2022**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Florent FARGE

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».